Le fonctionnement de la faculté de droit de Paris pendant lâ??occupation allemande (1940-1944) â?? I. Les instances de la faculté

Description

Les images et documents dâ??archives en lien avec cet article sont exposés dans la galerie Entre contrainte et adhésion : la faculté de droit, Vichy et lâ??occupant

TéIécharger

Lâ??occupation allemande de Paris entre juin 1940 et août 1944 ouvre une période de troubles et de tiraillements dans le fonctionnement de la faculté de droit, créant une situation dâ??autonomie sous trÃ"s forte contrainte. Lâ??invasion allemande de mai-juin 1940 nâ??a pas affecté la fin des cours de lâ??année 1939â??1940, mais a empÃaché la tenue des examens devant se tenir en juin-juillet 1940. Lâ??assemblée des professeurs, principal organe de direction de la faculté, qui sâ??est réunie le 16 avril 1940 pour la derniÃ"re fois avant la débâcle, ne se retrouve ensuite que le 19 septembre 1940.

Ã? lâ??automne 1940, la faculté offre un paysage chamboulé par rapport à lâ??avant-guerre, malgré le retour des professeurs mobilisés en 1939â??1940 (une quinzaine au total dont Gilbert Gidel, André Rouast, Henri Lévy-Bruhl, Gabriel Le Bras, Henry Solus). AprÃ"s sa démobilisation et son retour à Paris, Gidel, assesseur du doyen, dirige la faculté de droit en lâ??absence de Georges Ripert, doyen de la faculté depuis 1938, entre-temps parti à Vichy comme secrétaire dâ??Ã?tat à lâ??Instruction publique et à la Jeunesse du premier gouvernement Laval (en fonction du 6 septembre au 13 décembre 1940, son séjour à Vichy se prolonge jusquâ??en février 1941). Proposant de « compter les absents » lors de lâ??assemblée de la faculté du 10 octobre 1940, Gidel mêle Ä©trangement les professeurs partis dans des fonctions officielles à Vichy (outre Ripert, Joseph Hamel est devenu son directeur de cabinet; Achille Mestre et François Perroux sont chargés de mission), les professeurs touchés par la loi portant statut des juifs du 3 octobre 1940 (« certains qui se trouvent malheureusement atteints par une réglementation nouvelle et ne peuvent reprendre leur service: MM. Aftalion, Oualid et Lévy-Bruhl »), bientÃ't mis à la retraite dâ??office, ceux malades (Bertrand Nogaro et Jean Lescure) ou prisonniers de guerre en Allemagne (André Amiaud et Ã?mile James, qui ne reviennent quâ??à lâ??été 1941). René Cassin, révoqué le 2 septembre 1940 et déchu de sa nationalité pour avoir rejoint le général de Gaulle, nâ??est pas évoqué (il lâ??est seulement lors du conseil du 28 juin 1941, lorsquâ??il sâ??agit de déclarer sa chaire vacante « à la majorité des voix », mais pas Ã lâ??unanimité), tandis que Roger Picard, suspendu sans traitement fin octobre 1940 pour avoir fui au Portugal, nâ??est touché quâ??ultérieurement par la Iégislation antisémite. Cinq professeurs au total se trouvent concernés par lâ??application du statut des juifs à la fonction publique ; ajoutons Boris Mirkine-Guetzevitch, secrétaire de lâ??Institut de droit comparé, qui a fui aux Ã?tats-Unis dÃ"s 1940, et est considéré par lâ??assemblée de la faculté comme démissionnaire dâ??office en février 1942 pour franc-maçonnerie (sa qualité de juif nâ??est pas relevée). Jean Escarra, en mission en Extrême-Orient au moment de lâ??invasion allemande, puis envoyé comme représentant de la France libre auprÃ"s du gouvernement

chinois de Tchang KaÃ⁻-chek, ne remet pas les pieds en France métropolitaine avant la fin de la guerre.

La désorganisation du corps professoral est sans doute inédite à ce point. Aucune mesure de révocation des professeurs titulaires comparable à celle qui frappe de plein fouet les professeurs juifs nâ??a jamais été prise auparavant à Paris depuis la recréation napoléonienne, si lâ??on excepte les chaires de la Restauration supprimées aprÃ"s deux ans dâ??existence ; le régime de Vichy atteint au cÅ?ur un corps professoral qui avait toujours résisté jusque-là aux changements de régime. Par ailleurs, pendant toute la période, le nombre de professeurs appelés à des fonctions officielles à Vichy est significatif : le va-et-vient permanent de plusieurs membres de la faculté entre Paris et Vichy conduit à lâ??interruption provisoire de leur service à la faculté : outre les noms déjà cités, Maurice Grandclaude devient chef de cabinet de Jacques Chevalier, briÃ"vement secrétaire dâ??Ã?tat Ã lâ??Instruction publique aprÃ"s Ripert, Joseph Barthélemy garde des Sceaux de janvier 1941 Ã mars 1943; Ripert et Gidel (recteur de Paris dâ??octobre 1941 jusquâ??à la Libération), puis Amiaud (à son retour de captivité), sont nommés membres du Conseil national créé en janvier 1941; François Olivier-Martin est conseiller titulaire de la Cour suprême de justice et siÃ"ge au procÃ"s de Riom en 1942, tandis que François Perroux est fréquemment absent en raison de différentes missions liées au régime de Vichy, notamment lors de la fondation de lâ??école des cadres dâ??Uriage. Il faut ajouter les difficultés pratiques qui compliquent le fonctionnement de la faculté, dues par exemple au franchissement de la ligne de démarcation (René Maunier, de retour de mission en Indochine, est bloqué pendant de longs mois en zone sud avant de pouvoir rejoindre Paris en 1941 ; de même, Rouast est briÃ"vement arrêté fin avril 1942 sur la ligne de d\(\tilde{Q}\) marcation \(\tilde{A}\) Ch\(\tilde{A}\) clons-sur-Sa\(\tilde{A}'\) ne pour un laissez-passer périmé).

Les conditions de lâ??armistice ne modifient pas lâ??administration de la faculté parisienne, qui dépend du gouvernement de Vichy, mais sa situation en zone occupée la soumet au bon vouloir des autorités dâ??occupation militaire. Cela repose sur un accord tacite selon lequel lâ??administration universitaire française est conservée par les Allemands à condition que lâ??ordre soit maintenu dans lâ??université â?? cette autonomie trÃ"s surveillée peut être restreinte à tout moment en fonction de lâ??appréciation de la situation sécuritaire par les autorités dâ??occupation. Lâ??obsession des autorités universitaires françaises (du doyen jusquâ??au ministÃ"re) est dâ??éviter tout trouble qui serait lié de prÃ"s ou de loin au fonctionnement des facultés ou impliquerait des étudiants, afin dâ??éviter des mesures de rétorsion. Ainsi, lors de la rentrée du 14 octobre 1940, aucune publicité nâ??est faite dans la faculté de droit à la cérémonie que le gouvernement a ordonné de dédier « à la France », de maniÃ"re à ce que lâ??assistance soit limitée aux étudiants présents pour les cours; les professeurs assistent à la minute de silence, à la lecture des appels du maréchal Pétain (16, 20 et 23 juin) et à lâ??allocution du doyen en robe ordinaire, et non en robe de cérémonie.

En représailles aux manifestations lycéennes et étudiantes du 11 novembre 1940, qui ont conduit à lâ??arrestation de plus dâ??une centaine de jeunes gens et jeunes filles (le nombre varie selon les sources ; la plupart sont lycéens et 20 étudiants relÃ"vent de lâ??université de Paris) et au renvoi par le gouvernement de Vichy du recteur de Paris Gustave Roussy, lâ??ensemble des établissements universitaires parisiens est fermé. Lâ??arrÃat total des

premiers jours laisse place à des assouplissements progressifs (le personnel de recherche peut accéder aux laboratoires, ce qui concerne principalement les scientifiques), mais les mesures prises (pointage obligatoire au commissariat du lieu de résidence et obligation pour les étudiants dont la famille nâ??habite pas à Paris de quitter la capitale sauf dispense) montrent le souci des autorités dâ??occupation de contrÃ'ler la population étudiante et dâ??éviter toute agitation ou opposition, en dispersant dâ??éventuels foyers de contestation; dans le même sens, des arrestations sont pratiquées réguliÃ"rement (notamment celles massives du 21 novembre 1940 : 1 041 personnes arrêtées â?? principalement des lycéens et des étudiants â?? pour « refus de circuler »). Les démarches pour la réouverture sont menées par le recteur, JérÃ'me Carcopino (directeur de lâ??Ã?cole normale supérieure), Gidel étant en contact quotidien avec lui pour le compte de la faculté de droit. Avant même lâ??épuisement des démarches françaises, qui paraissent secondaires dans la décision, la réouverture est annoncée par le commandement militaire allemand le 14 décembre et devient effective le 20 décembre.

Pourtant, à lire les comptes rendus de lâ??assemblée de la faculté, cette pression de lâ??occupant est difficile à percevoir. La fermeture de lâ??automne 1940 est à peine évoquée, tandis que de nombreuses discussions au sein de la faculté prolongent les projets dâ??avant-guerre sur le rÃ'le et la place des facultés de droit, affichant la volonté des professeurs et du doyen Ripert de conserver leur autonomie. Ces projets visent à allonger la licence en droit à quatre ans, la derniÃ"re année étant spécialisée (réforme qui aboutit en 1954), à créer un certificat dâ??aptitude à la profession dâ??avocat, mis en place en 1941, ou à introduire un examen dâ??entrée au doctorat afin de limiter le nombre et dâ??élever le niveau des étudiants. Selon Ripert, la réforme de la licence doit permettre dâ??éviter le contournement des facultés de droit par des écoles ou établissements spécialisés ; en 1942â??1943, le doyen sâ??oppose à la création dâ??un institut des experts comptables extérieur à la faculté de droit, avant de devoir se résoudre à sa création dÃ"s lors quâ??il a reçu lâ??assurance que les cours théoriques de droit commercial et dâ??économie politique seraient assurés par la faculté de droit.

Ces prises de position de Ripert témoignent de la persistance, même dans le contexte de guerre, de la défense du statut et de lâ??autonomie de la faculté de droit. Le fonctionnement régulier des instances enseignantes de la faculté nâ??est guÃ"re atteint, si lâ??on excepte lâ??interruption des assemblées entre avril et septembre 1940 et lâ??absence du doyen Ripert lors de son passage à Vichy. La suspension des élections universitaires (loi du 5 décembre 1940), qui empêche de procéder à une nouvelle élection du doyen, ne fait pas obstacle à ce que Ripert soit prorogé chaque année, tandis que le remplacement de Percerou (parti en retraite) au poste quâ??il occupait au conseil de lâ??université se fait aprÃ"s un vote officieux de la faculté, sollicité par le recteur Gidel, faute de pouvoir organiser en assemblée un scrutin en bonne et due forme (assemblée du 20 octobre 1943). Le maintien dâ??usages informels malgré les restrictions imposées par la réglementation du régime montre la position paradoxale de la faculté, où les sympathies maréchalistes sont nombreuses (à commencer par celles de Ripert, énoncées clairement lors des discours de rentrée), mais où la défense de lâ??autonomie professionnelle des juristes universitaires et de leur rà le social se conçoit en dehors des vicissitudes politiques.

Le poids des circonstances pà se pourtant sur le fonctionnement de la facultÃ. Plus que les interventions allemandes directes, câ??est leur menace permanente qui est prise en compte par les acteurs des instances facultaires et universitaires. Celle-ci est anticipÃ. et intÃ. par certains professeurs, comme Niboyet, qui, dà soctobre 1940, demande si la publication de son cours doit recevoir lâ??accord de lâ??autoritÃ. franÃ. franÃ. et des autoritÃ. dâ??occupation; Gidel (en tant quâ??assesseur du doyen) rÃ. pond en assemblÃ. e quâ?? aucune censure spÃ. ciale sur les Ã. râ?erits universitaires Â. nâ??existe Ã. ce jour, mÃ. faut faire attention Ã. leur contenu.

Le contrà le sâ??exerce sur les cours, les autorités dâ??occupation veillant à ce quâ??aucun enseignant ne mette ou ne paraisse y mettre en cause les Allemands, ces demandes étant relayées par les instances universitaires, recteur ou doyen, qui appellent leurs collà gues à la prudence. Jules Basdevant lâ??expérimente à ses dépens à la fin de 1941. Celui-ci, en poste à la faculté de droit de Paris depuis 1918, enseignant également à lâ??Ã?cole libre des sciences politiques depuis 1938, est jurisconsulte du ministà re des Affaires étrangà res (représentant la France dans les conférences diplomatiques) depuis 1930, ce qui lâ??a fait appeler à Vichy en 1940 où il reste jusquâ??à sa démission, annoncée dans une lettre à Pétain le 29 mai 1941 ; dans celle-ci, diffusée dans la presse résistante, Basdevant se place sous lâ??empire du droit » pour contester les mesures prises par le gouvernement de Vichy à lâ??égard de lâ??Allemagne, qui vont bien au-delà des exigences imposées à la France par la convention dâ??armistice et, en éloignant la France de toute position de neutralité, transforment celle-là en capitulation à merci ». Câ??est bien la politique de collaboration avec lâ??Allemagne sur le plan international qui est directement pointée par Basdevant.

De retour à Paris, Basdevant se livre, dans la leçon inaugurale de son cours de droit des gens (doctorat) en novembre 1941, à une défense du droit dans les relations internationales qui semble mettre en cause les manquements de lâ?? Allemagne vis-Ã -vis du droit international. Le cours, sans doute signalé par un étudiant ou un auditeur, suscite une demande dâ??explication des Allemands auprÃ"s de Gidel, devenu recteur quelques semaines plus tà t. Celui-ci est reçu pour la premià re fois le 15 décembre 1941 par Otto von Stülpnagel, le commandant des forces militaires allemandes en France, qui affirme sans ambages la nécessité du maintien de lâ??ordre dans lâ??université, dont la responsabilité incombe au recteur, menaçant dâ??une nouvelle fermeture les établissements universitaires ; Stülpnagel souligne lâ??obligation de contrÃ'ler les professeurs, citant le cas de Basdevant (« [â?!] daÃ? weitherhin Prof. Basdevant in seiner ErĶffunungsvorlesung in deutschfeindlichem Sinne sich dahin ausgedrückt habe, daÃ? es für Deutschland kein Vökerrecht gebe und daÃ? dies ständig von Deutschland verletzt werde », le professeur Basdevant, dans sa leçon inaugurale, sâ??est exprimé dans un sens hostile à lâ??Allemagne en disant quâ??il nâ??y avait pas de droit international pour lâ??Allemagne et que celle-ci le violait constamment), afin que la « nécessité [de lâ??ordre] soit comprise » de tous. Assurant aux Allemands quâ??il mÃ"nera une enquÃate, Gidel relÃ"ve dans un premier rapport détaillé au ministÃ"re sur le contenu du cours de Basdevant (19 dA©cembre 1941) que les notes manuscrites ne permettent pas de « constater de manquement de la part du professeur aux justes égards dus en vertu des rÃ"gles du droit international aux autorités dâ??un Ã?tat victorieux effectuant lâ??occupation de guerre dâ??une partie du territoire dâ??un Ã?tat vaincu », que lâ??écart de parole de Basdevant par rapport aux « intentions de modération » des notes paraît peu probable considérant les fonctions remplies dans le passé par Basdevant, que le signalement fait par un

auditeur résulte dâ??un « malentendu » et quâ??il faut simplement rappeler Basdevant à une « extrême circonspection » dans le choix de ses thÃ"mes et de ses mots.

Le lendemain, Gidel, qui a sans doute reçu de nouvelles demandes allemandes, pointe au contraire le « manque de prudence » de son collà gue dans le choix de son sujet et de ses exemples, et surtout lâ??écho auprÃ"s des autorités dâ??Occupation de la démission de Basdevant, utilisée par la Résistance; il affirme craindre les conséquences pour lâ??université et suggÃ"re dâ??éloigner Basdevant de Paris, confirmant dans un post-scriptum que le commandement militaire considA re Basdevant comme « indA sirable (unerwA 1/4 nscht) A Paris ». Le cours de Basdevant paraît un prétexte saisi par les autorités dâ??occupation pour forcer lâ??éloignement ou la sanction dâ??un professeur désormais notoirement connu pour son opposition A la collaboration. Le ministre Carcopino convoque Basdevant A Vichy pour sâ??expliquer, puis, le 16 janvier 1942, le nomme pour ordre à Lyon (en zone libre), ce qui est présenté comme une « sanction lourde pour un homme qui a été cruellement atteint dans sa famille, par la guerre ». En 1943, ayant demandé son retour à Paris, Basdevant voit son arrêté de mise à disposition rapporté; mais il est suspendu en janvier 1944, puis révoqué au printemps 1944, avant dâ??être réintégré dans la faculté Ã la Libération. Lâ??éloignement de Basdevant met en évidence la pression de lâ??occupant allemand, mais aussi le jeu des autorités universitaires françaises consistant à minimiser ou écarter tout élément pouvant attirer lâ??attention sur la faculté.

De fait, les divisions de la faculté restent feutrées, même si elles surgissent à lâ??occasion de certains épisodes symboliques. Le 8 juillet 1941, la décision dâ??accorder lâ??honorariat à Louis Le Fur, que Ripert a imposé à lâ??ordre du jour de lâ??assemblée de la faculté malgré lâ??avis de certains de ses collÃ"gues, est renvoyée à un vote du conseil de la faculté, contre lâ??habitude de lâ??assemblée de valider sans discussion, et Ã lâ??unanimité, lâ??honorariat de ses membres ; la personnalité de Le Fur, professeur de droit international parti à la retraite en 1941, qui collabore à Je suis partout et est engagé dans le groupe « Collaboration », suscite des réticences sensibles parmi bon nombre de ses anciens collà gues. Lors de la séance suivante, le 18 juillet 1941, Ripert annonce la mise à la retraite au 21 juin 1941, en raison de lâ??application du statut des juifs, dâ??Albert Aftalion, de William Oualid et dâ??Henri Lévy-Bruhl, pour lesquels se pose également la question de lâ??honorariat. Ripert invoque en leur faveur lâ??exemple dâ??Henri Lévy-Ullmann (parti à la retraite avant lâ??application du statut des juifs) et des « magistrats de race juive » auxquels a été conféré lâ??honorariat, tout en soulignant que, dans ce cas, les professeurs « continuent à faire partie de la Faculté et sont invités aux cérémonies ». Ã? front renversé, lâ??unanimité nâ??est pas non plus acquise sur ce vote. Lors de lâ??examen conjoint, le 22 d©cembre 1941, des quatre demandes dâ??honorariat, lâ??ajournement est décidé par un conseil trÃ"s divisé (15 voix favorables à lâ??ajournement, parmi lesquels on peut identifier Jules Basdevant, Gaëtan Pirou et Léon Julliot de La MorandiÃ"re, contre 11 voix).

Ce cas est lâ??un des rares où sâ??expriment à mots couverts (sous la couverture dâ??une discussion dâ??honorariat) des divisions idéologiques plus profondes au sein de la faculté; lâ??ajournement décidé en décembre est difficile à interpréter du fait de lâ??association dâ??un professeur collaborationniste et de trois professeurs révoqués en raison des lois raciales; mais lâ??absence dâ??unanimité lors des séances de juillet témoigne de

lâ??existence de tendances différentes au sein de la faculté, entre un groupe soutenant plus ou moins activement le régime de Vichy et un groupe plus hostile, où se recrutent plusieurs résistants dont lâ??action reste souterraine jusquâ??à la Libération. Par contraste, lâ??honorariat est conféré à lâ??unanimité à Jean Percerou lors de lâ??assemblée du 20 octobre 1943. En mars 1942, lors des obsÃ"ques de Nicolas Politis, professeur honoraire de la faculté de droit de Paris depuis 1914 devenu ministre et diplomate en GrÃ"ce, décédé à Cannes, en zone libre, câ??est une curieuse équipe qui représente la faculté de droit de Paris : Albert Geouffre Lapradelle (professeur honoraire qui publie un violent pamphlet contre lâ??Union soviétique, *Le Marxisme tentaculaire*, en 1942), Gaston JÃ"ze (également à la retraite, les ligues étudiantes dâ??extrême-droite avaient mené une violente campagne contre lui en 1936), William Oualid (révoqué en tant que juif) et Jules Basdevant (mis à disposition de la faculté de Lyon en janvier 1942 Ã titre de sanction)!

Ã? lâ??inverse de cette absence de solidarité à lâ??égard des collÃ"gues révoqués ou sanctionnés, la faculté témoigne un intérÃat beaucoup plus marqué pour la situation des prisonniers (James et Amiaud, et plus largement les professeurs de droit prisonniers des Allemands), qui sâ??efforcent dans les oflags de reconstituer un fonctionnement corporatif afin de poursuivre lâ??enseignement du droit. La faculté ne va cependant pas jusquâ??à considérer leur situation comme propice au développement scientifique, à lâ??égal du fonctionnement corporatif de la facult©. En juin 1942, lorsque Ripert annonce avoir accept© de préfacer un ouvrage collectif de juristes officiers prisonniers (parmi lesquels Paul-Marie Gaudemet ou son gendre Claude-Albert Colliard) dans lâ??oflag II-B en Allemagne, il se heurte aux critiques de Jean-Paulin Niboyet, des frÃ"res Léon et Henri Mazeaud et de Marcel Waline (nouvellement nommé à Paris comme agrégé), qui estiment quâ??une telle publication ne peut avoir « lâ??objectivité scientifique nécessaire ». Ripert répond quâ??il ne sâ??agit pas dâ??une publication de la faculté, mais des auteurs eux-mêmes, avec une simple préface de sa part, qui nâ??engage pas la faculté. Lâ??opposition est ici largement faite à Ripert luimÃame, tout en témoignant de la prégnance du modÃ"le du juriste autonome dans la représentation de lâ??activité universitaire. Le contexte dâ??étude dans les camps de prisonniers serait trop contraint pour permettre lâ??épanouissement de la liberté universitaire que permet le fonctionnement corporatif de la faculté. De mÃame, la proposition de nommer Jean Gaudemet, alors prisonnier de guerre, sur une charge de cours de droit romain, afin dâ??appuyer sa libération, suscite des réserves au conseil du 22 décembre 1943, dÃ"s lors que ce critÃ"re serait le seul motif de recrutement ; Besnier lui est finalement préféré en mai 1944.

En revanche, quelle que soit lâ??inclination de bon nombre de professeurs pour le régime de Vichy, les échanges scientifiques avec lâ??Allemagne, qui constituent lâ??un des axes de la collaboration voulue par le régime de Vichy avec lâ??occupant nazi, ne produisent que des effets limités. Quelques professeurs parmi les plus favorables à la collaboration participent à des missions en Allemagne : Achille Mestre, qui avait déjà fait plusieurs séjours en Allemagne depuis ses années de formation au début du xx^e siÃ"cle, effectue un séjour à Berlin au printemps 1942, au cours duquel il rencontre lâ??un des principaux juristes nazis, Wilhelm Stuckart; de même, René Maunier participe en juin 1942 à un congrÃ"s dâ??ethnologie sous lâ??égide du *Reichsforschungsrat* (Ripert, à lâ??occasion de lâ??autorisation de déplacement qui lui est accordée, atteste que Maunier est « partisan de la collaboration », « acquis à la cause de la Révolution Nationale », « notoirement anglophobe » et sans

« attache avec lâ??ancien régime »). Ces déplacements ont tous lieu aprÃ"s le retour au pouvoir de Laval et lâ??arrivée au ministÃ"re de lâ??Ã?ducation nationale dâ??Abel Bonnard, partisan résolu de la collaboration avec lâ??Allemagne nazie. Le nombre de professeurs impliqués dans ces activités, sous réserve dâ??autres découvertes, reste limité; si lâ??adhésion au maréchalisme et à la « Révolution nationale » est forte chez beaucoup, en témoignent les nombreuses missions officielles remplies à Vichy ou pour le compte du régime, il nâ??en est pas de même de la volonté de collaboration.

Guillaume Richard, professeur dâ??histoire du droit à lâ??université Paris Cité

Indications bibliographiques

« Académie de Paris. Archives rectorales relatives à la guerre de 1939â??1945 (1939â??1945) », Archives nationales, AJ/16/7116.

« Académie de Paris. Personnel scientifique et administratif des facultés et des lycées de garçons et de filles, de lâ??enseignement professionnel, de lâ??enseignement primaire supérieur, 1870â??1940 », Archives nationales, AJ/16/5854.

« Dossiers des fonctionnaires de lâ??Instruction publique et des Beaux-Arts ayant cessé leurs fonctions entre 1880 à 1968 : Barnier à Bellet », Archives nationales, F/17/25175/A.

« Dossiers des fonctionnaires de lâ??Instruction publique et des Beaux-Arts ayant cessé leurs fonctions entre 1880 à 1968 : Marty à Mergier », Archives nationales, F/17/25070.

« Dossiers des fonctionnaires de lâ??Instruction publique et des Beaux-Arts ayant cessé leurs fonctions entre 1880 à 1968 : Mérouze à Michel », Archives nationales, F/17/25071.

« Guerre de 1939â??1945. La France et la Belgique sous lâ??occupation allemande (1940â??1944). Les fonds allemands conservés aux Archives nationales », Archives nationales. AJ/40/565.

« Registre de délibérations du conseil et de lâ??assemblée de la faculté de droit : 26 juin 1934â??10 octobre 1940 », Archives nationales, AJ/16/1802.

« Registre de délibérations du conseil et de lâ??assemblée de la faculté de droit : 29 octobre 1940â??13 décembre 1947 », Archives nationales, AJ/16/1803.

Monchablon Alain, « La manifestation à lâ??Ã?toile du 11 novembre 1940â?⁻: Histoire et mémoires », dans *VingtiÃ"me siÃ"cle, revue dâ??histoire*, vol. 110, 2011, p. 67â??81.

Pour citer cet article

Richard Guillaume, « Le fonctionnement de la faculté de droit de Paris pendant lâ??occupation allemande (1940â??1944) â?? I. Les instances de la faculté », dans *Exclure*, *persécuter*,

EXCLURE, PERSÃ?CUTER, RÃ?INTÃ?GRER

Des victimes de la Iégislation antisémite à la faculté de droit de Paris (1940-1945)

réintégrer. Des victimes de la législation antisémite à la faculté de droit de Paris (1940â??1945) [exposition en ligne]. BibliothÃ"que interuniversitaire Cujas, 2025, https://expovictimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/la-vie-quotidienne/.

Date

15/12/2025